

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

---

**Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa**



# **MEDIA MONITORING**

**21 July 2014**

---

## **Grands Lacs : Un coriace remplace ROBINSON pour faire respecter la volonté des grands de ce monde en RDC**

Source : KongoTimes



(Saïd Djinnit à gauche avec le Secrétaire général des Nations Unies)

**20 juillet 2014** - Par les temps qui courent, c'est un changement qui ne passe pas inaperçu pour peu qu'on suive de près l'évolution en dents de scie des relations entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) et ses partenaires internationaux. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a nommé l'Algérien Saïd Djinnit comme représentant spécial pour la région des Grand lacs d'Afrique, a annoncé jeudi un communiqué de l'ONU. Succédant à l'Irlandaise Robinson qui a accepté le poste d'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour les changements climatiques, Saïd Djinnit était depuis le 28 février 2008 le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (BNUAO). Né le 7 juin 1954, il parle couramment l'arabe, le français et l'anglais. Il est marié et père de trois enfants. On peut gager que Mary Robinson quitte le Congo démocratique avec un regret. Celui de n'avoir pu assister à la mise en route des réformes notamment dans le secteur de sécurité.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

Mary Robinson a laissé auprès de l'opinion congolaise l'image d'une "dame de fer" attachée à l'Etat de droit et à la démocratie. La langue de bois diplomatique n'était pas son fort. Le lundi 02 juin dernier, elle a effectué son dernier voyage à Kinshasa en compagnie des envoyés spéciaux des Etats-Unis, de l'Union Européenne, et de l'Union Africaine.

***En savoir plus>>***

## **Enough Project Reactions to Appointment of New UN Special Envoy on Congo**

**18 July 2014** - The United Nations Secretary-General announced yesterday that the new UN Special Envoy to the Great Lakes Region will be senior Algerian diplomat Said Djinnit, replacing Mary Robinson. His mandate is focused on peace and security in the D.R. Congo and the region. The Enough Project warmly welcomes Ambassador Djinnit in his new appointment.

Enough Project Senior Policy Analyst Sasha Lezhnev said: "Ambassador Said Djinnit can be a boon to peace in eastern Congo, as his senior-level negotiating experience in Africa on security issues has earned him the respect of regional leaders, and as he will be based full-time in the region. Ambassador Djinnit should first focus on firm 3-month benchmarks for progress on the disarmament of the deadly FDLR rebel group, which remains a major obstacle to regional peace."

Enough Project Founding Director John Prendergast said: "The appointment of Ambassador Djinnit is an excellent choice given his strong regional background and the wide respect he enjoys from African leaders. Going forward, Ambassador Djinnit should work closely with Angolan President Dos Santos to broaden the agenda of the regional peace process to include economic cooperation and war crimes accountability. In addition, he should establish a civil society feedback mechanism to incorporate their input, including women's voices, into the heads-of-state peace process."

Enough Project Policy Associate Holly Dranginis "Mary Robinson made it a priority to listen to women in the Great Lakes, support them, and understand their ideas and demands in the context of this region's peace process. Special Envoy Djinnit should take care to carry on that work and ensure that momentum for women's empowerment and inclusion in the region is not lost in this transition."

Enough Project Field Researcher Fidel Bafilemba said: "The FDLR is the main bottleneck for peace restoration in eastern Congo and the region at large. The FDLR cannot be given a leash to reorganize, and must be treated with strong measures as was the M23, otherwise the people of eastern Congo will continue to bear the brunt of the FDLR's brutality. Definitively resolving the FDLR is the greatest difference Said Djinnit can make to the Great Lakes crisis."

*The Enough Project is a project of the Center for American Progress to end genocide and crimes against humanity. Founded in 2007, Enough focuses on the crises in Sudan, South Sudan, eastern Congo, and areas affected by the Lord's Resistance Army. Enough conducts intensive field research, develops practical policies to address these crises, and shares sensible tools to empower citizens and groups working for change. To learn more: <http://www.enoughproject.org>.*

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

## Les FDLR déclarés persona non grata en RDC

Source : Kongo Times

**20 juillet 2014** - Les combattants hutu rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (Fdlr), sont désormais déclarés persona non grata sur le sol rd congolais. En tout cas, on n'en veut plus. Cette position est celle du Gouvernement rd Congo, clairement exprimée hier mercredi 16 juillet par son ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, au cours d'une rencontre avec les ambassadeurs des Etats membres de la SADC et de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (Cirgl). " Nos populations ont trop souffert... les populations de la sous-région ont trop souffert d'une guerre dont le prétexte principal est la présence des Fdlr sur le sol rd congolais ", a rappelé Raymond Tshibanda qui a invité ses hôtes à conjuguer les efforts en faveur du rapatriement de ces sujets rwandais, présents sur le sol congolais depuis plus exactement 20 ans et quelques trois mois.

***En savoir plus>>***

## Le procès de 20 Congolais accusés de complot anti-Kabila s'ouvre en Afrique du Sud

Source : AFP

Pretoria, 20 juillet 2014 - Le procès de vingt Congolais accusés de complot visant à assassiner leur président Joseph Kabila s'ouvre lundi à Pretoria, 17 mois après leur arrestation.

Selon l'accusation, qui s'est opposée en 2013 à leur remise en liberté sous caution estimant que les accusés représentaient une menace pour l'Afrique du Sud et pour la République démocratique du Congo (RDC), une liste de personnes à abattre a été retrouvée dans l'ordinateur de l'un d'eux, notamment M. Kabila.

Agés de 25 à 49 ans, ils risquent plusieurs années de réclusion pour complot en vue d'assassinat.

Outre M. Kabila, d'autres dirigeants congolais étaient dans leur ligne de mire, selon l'accusation, notamment le chef de l'armée de l'air, le ministre de l'Intérieur ou encore le gouverneur de la banque centrale.

La plupart vivent en Afrique du Sud depuis plus d'une décennie, dont deux depuis 22 ans, a précisé à l'AFP Thesigan Pillay, l'avocat de quinze d'entre eux.

***En savoir plus>>***

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

## Chaises musicales en Afrique centrale: qui bougera le premier?

Source : Le Soir

Confrontés aux mêmes échéances, ils se surveillent du coin de l'œil et ne pipent mot sur leurs intentions réelles... Les trois chefs d'Etat des pays de l'Afrique des Grands Lacs, République démocratique du Congo, Rwanda et Burundi, bien installés au pouvoir, se trouvent tous dans une période étrange : leur mandat se termine, la Constitution de leur pays leur interdit de se représenter et...le silence absolu règne autant sur leurs intentions réelles que sur l'identité de leurs éventuels successeurs. Cette ambiguïté fait monter la tension politique, autorise toutes les spéculations et porte en germe un fort potentiel de violence.

***En savoir plus>>***

## Kinshasa appelé à enquêter sur des allégations d'armement de jeunes burundais dans l'Est de la Rdc

Source : Radio Okapi sur Digitalcongo.net

Kinshasa, 19 juillet 2014 - Les organisations de la société civile et des médias au Burundi ont déposé vendredi 18 juillet une pétition à l'ambassade de la RDC à Bujumbura. Elles exigent que le gouvernement de Kinshasa enquête sur des allégations d'entraînement et d'armement de jeunes burundais dans l'Est de la Rdc.

Cette situation fait parler d'elle depuis avril dernier. L'ambassade de la RDC a réceptionné, sans faire de commentaires, cette pétition avant de la remettre à la présidence du Burundi ainsi qu'aux bureaux l'Union africaine et de l'Onu à Bujumbura.

Plus de dix-neuf mille Burundais ont apposé leurs signatures sur la pétition exigeant ces enquêtes. Selon eux, de jeunes burundais suivraient des entraînements militaires dans le parc de Kahuzi Biega, au Sud-Kivu, puis seraient armés.

***En savoir plus>>***

## Un Centrafricain accusé par l'ONU a trouvé refuge en France

Source : Marianne

Par Marie Collinet

21 juillet 2014 - La France héberge-t-elle un criminel centrafricain ? C'est du moins ce que suggère le rapport d'Amnesty international, publié début juillet. [« République Centrafricaine : il](#)

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

[est temps de rendre des comptes »](#), le titre du rapport est on ne peut plus clair. L'association dénonce l'impunité des responsables présumés des violences en République centrafricaine.

Parmi les noms cités, on trouve celui de Lévy Yakété. Fidèle du président Bozizé, destitué par la rébellion musulmane Séléka, il a été [sanctionné le 9 mai 2014 par le Conseil de sécurité des Nations unies](#) pour s'être « *livré ou (avoir) apporté un appui à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité de la République centrafricaine* ». Toujours selon les Nations unies, il est « *accusé d'avoir ordonné l'arrestation de personnes ayant des liens avec la Séléka, commandé des attaques contre des opposants au président Bozizé et recruté de jeunes miliciens pour agresser à la machette les personnes hostiles au régime* ».

**[En savoir plus>>](#)**

## **CAR's Catherine Samba-Panza expected in Brazzaville for peace talks**

Source: Star Africa

Posted by: APA

**20 July 2014** - The transitional president of the Central African Republic (CAR), Catherine Samba-Panza is expected later on Sunday in Brazzaville for peace talks due to take place on 21-23 July, a government statement said on Sunday. Catherine Samba-Panza will be at the helm of 169-member delegation due to participate in the three-day meeting.

Those expected to the peace talks in the Congolese capital include CAR's former heads of State, Francois Bozize and Seleka leader Michel Djotodia.

The Forum is an all-inclusive one, therefore all the segments of CAR's society must take part in it, the statement added, recalling that it is placed under the aegis of the Congolese president, Denis Sassou Nguesso, the African Union-appointed mediator for the crisis.

The former French colony was plunged into violence after the takeover of the majority Christian country last year by Seleka, a mostly Muslim rebel force. Its abuses while in power led to the creation of defence militia and cycles of killing.

Violence in the country has continued despite the presence of 2,000 French troops and some 6,000 African Union forces.

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

## South Sudanese rebels send high-level delegation to meet president Museveni

Source: Sudan Tribune

**Addis Ababa, 20 July, 2014** - A high-level delegation of the rebel faction of the Sudan Peoples' Liberation Movement (SPLM) led by the former vice-president, Riek Machar, will soon travel to the Ugandan capital, Kampala, to meet president Yoweri Museveni.

Rebels spokesman said the visit comes in response to requests by President Yoweri Museveni to "sort out any misunderstandings" between him and the rebel movement.

[Learn more>>](#)

## Peacekeeping: Unstoppable

Source: StrategyPage

**17 July 2014** - The chaos and violence in the CAR (Central African Republic) has reached the point where the country is basically partitioned between Christians and Moslems. In the northeast the Moslem Seleka rebel coalition is sustained by gold mines controlled by Seleka. In the southwest Christian militias and what passes for the official government gets by via cash from "taxes" on improvised diamond mining operations. In July 2014 Seleka reorganized and renamed itself as PFRCAR (Popular Front for the Rebirth of Central African Republic). In the southwest the Christians control the capital and the national government. In short, not much has changed in over a decade of tribal and religious strife and chaos.

[Learn more>>](#)

## Le programme d'action 2014-2016 de l'UE pour la paix et la sécurité en Afrique coûtera 750 millions d'euros

Source: UN

**17 juillet 2014** - Le programme d'action de l'Union européenne, qui fournira jusqu'à 750 millions d'euros pour la période 2014-2016 afin de soutenir la paix et la sécurité en Afrique, a été adopté à Bruxelles (Belgique) le 15 juillet 2014.

Selon le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, « ce nouvel engagement financier sera versé à travers la Facilité de Paix pour l'Afrique (FPA) afin de supporter l'Union africaine et les organisations africaines sous-régionales dans leurs efforts pour la paix et la sécurité ».

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

« Un montant initial de 325 millions d'euros sera engagé pour 2014 et des fonds seront rapidement disponibles pour supporter les opérations de maintien de la paix en cours », rapporte l'Organisation de la presse africaine (OPA).

Un instrument central dans la coopération entre l'Afrique et l'UE

La FPA est un instrument central dans la coopération entre l'Afrique et l'UE dans le secteur de la paix et la sécurité. Avec ce nouveau programme d'action, elle va continuer à soutenir les trois domaines d'intervention suivants: les opérations africaines de maintien de la paix, le renforcement de l'Architecture de Paix et Sécurité Africaine (APSA) et des actions à impact rapide pour la prévention des conflits et la gestion des crises.

« Depuis sa création en 2014, la Facilité de Paix pour l'Afrique a eu un impact direct et positif dans la vie de centaines de milliers d'africains qui ont souffert des conflits et des crises. Cette nouvelle contribution financière significative montre l'engagement continu de l'UE à soutenir l'Afrique dans son travail pour la paix et la sécurité », a déclaré le Commissaire européen en charge du développement, Andris Piebalgs cité par l'OPA.

Il a expliqué que « ce financement permettra d'étendre le support de l'UE qui est essentiel au succès des opérations de maintien de la paix en cours telles que AMISOM en Somalie et MISCA en République centrafricaine ».

Le nouveau programme d'action introduit en outre des procédures décisionnelles simplifiées et plus rapides pour étendre ou renouveler le soutien à des opérations de maintien de la paix en cours ou à l'APSA.

L'UE a déjà fourni 1,2 milliard d'euros

« Depuis 2004, l'UE a fourni plus de 1,2 milliard d'euros à travers la FPA qui ont permis de supporter les efforts africains dans le domaine de la paix et la sécurité avec une aide prévisible. La FPA fournit un financement à l'Union africaine, aux communautés économiques régionales et aux mécanismes régionaux africains », rappelle l'OPA.

La FPA a permis à des opérations africaines de maintien de la paix d'être déployées, telles que les missions en Somalie (AMISOM), en République centrafricaine (MISCA) ou au Mali (MISMA).

Elle a aussi fourni une contribution significative au renforcement des capacités africaines dans le domaine de la paix et la sécurité aux niveaux continental et sous-régional tel qu'un soutien à des centres de formation pour les soldats de la paix ou à l'établissement d'un système de commande, contrôle, communication et d'information pour la gestion des opérations de maintien de la paix.

« La FPA ne finance pas les équipements militaires, les armes, les munitions ou les formations militaires. Dans les opérations de maintien de la paix, la FPA typiquement couvre les pertes des troupes, les salaires du personnel civil ainsi que les coûts logistiques, de transport, médicaux ou de communication », selon l'OPA.

Soutien au mécanisme de vérification en RDC

**Disclaimer:**

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided by this principle.

« La Facilité a aussi soutenu plusieurs activités en médiation et en prévention des conflits. Elle a été utilisée par exemple pour soutenir un mécanisme de vérification conjoint afin de restaurer la confiance entre la République démocratique du Congo et ses voisins grâce à des patrouilles et des activités de surveillance », rapporte l'OPA.

La FPA contribue, par ailleurs, à développer un dialogue politique entre l'UE et l'Afrique plus compréhensif dans le domaine de la paix et la sécurité.